

Unité inter-départementale des Alpes du Sud  
3 place du Champsaur – Bât. QUEYRAS  
05000 GAP

Gap, le 12/02/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 13/11/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **Établissement**

**JEAN-MARIE CHANCEL**

15 G ROUTE DES MAISONS BLANCHES  
05100 Briançon

Référence : DEP-GAP-2025-0011

Code AIOT : 0006410077

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/11/2024 dans l'établissement JEAN-MARIE CHANCEL implanté ZA Le Planet 05310 La Roche-de-Rame. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CHANCEL JEAN-MARIE
- ZA Le Planet 05310 La Roche-de-Rame
- Code AIOT : 0006410077
- Régime : Autorisation à régulariser / Enregistrement par bénéfice de droit acquis
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'établissement est une installation de transit et regroupement de déchets de bois. Elle comprend un broyeur de 550 watts et une benne fermée (installée après l'inspection) pour les déchets de bois dangereux (déchets de bois traités à la créosote). La société envoie ses déchets de bois broyés en Italie pour de la valorisation (création de meuble).

### **Thèmes de l'inspection :**

- Déchets

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                                                      | Référence réglementaire                                                  | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup> | Proposition de délais |
|----|------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------|
| 1  | ICPE traitement de déchets non-dangereux non autorisé                  | Code de l'environnement du 01/01/2025, article L.511-1, L.511-2, L.512-1 | Mise en demeure, dépôt de dossier                                                                                          | 8 mois                |
| 2  | ICPE Transit de déchets dangereux non autorisée                        | Code de l'environnement du 01/01/2025, article L.511-1, L.511-2, L.512-1 | Mise en demeure, dépôt de dossier                                                                                          | 8 mois                |
| 3  | Moyens de lutte contre l'incendie                                      | Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9                              | Mise en demeure, respect de prescription                                                                                   | 2 mois                |
| 4  | Consignes d'exploitation                                               | Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 12                             | Mise en demeure, respect de prescription                                                                                   | 2 mois                |
| 5  | Entreposage des déchets                                                | Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13 > IV.                       | Mise en demeure, respect de prescription                                                                                   | 2 mois                |
| 6  | collecte des effluents                                                 | Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 14                             | Mise en demeure, respect de prescription                                                                                   | 6 mois                |
| 7  | procédure de notification pour le transfert transfrontalier de déchets | Règlement européen du 14/06/2006, article 3                              | Mise en demeure, respect de prescription                                                                                   | 2 mois                |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'installation doit être régularisée pour l'aspect "broyage de bois" (rubrique 2791) et "transit de déchets dangereux" (rubrique 2718). L'exploitant doit déposer un dossier de demande d'autorisation sous 8 mois.

Concernant le respect des prescriptions applicables, l'exploitant doit :

- mettre en place des moyens de lutte contre l'incendie : L'Inspection préconise un rendez-vous avec le SDIS, et en attendant leur recommandations, deux extincteurs et un tas de sable d'environ 1 m<sup>3</sup> doivent être mis en place,
- diminuer la hauteur des tas : celle-ci ne doit jamais dépasser 6 m,
- mettre en place une dalle étanche pour le stockage des déchets de bois entrants ainsi qu'un dispositif de traitement pour les eaux de ruissellement issue de cette dalle,
- écrire les consignes d'exploitation,
- fournir la notification pour le transfert transfrontalier de déchets et expliquer pourquoi la société n'apparaît pas dans le champ « exportateur » dans le document de mouvement pour de ces transferts.

Les déchets dangereux (comme les traverses de chemin de fer traitées à la créosote) doivent être stockés dans des bennes fermées à l'abri des précipitations. L'exploitant a déclaré avoir mis en place ce dispositif depuis l'inspection (cf courriel du 17/01/2025).

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : ICPE traitement de déchets non-dangereux non autorisé

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/01/2025, article L511-1, L511-2, L512-1                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| <b>Thème(s) :</b> Situation administrative, déchets                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Une installation de traitement de déchets non-dangereux est une ICPE et doit être déclarée ou autorisée en préfecture, rubrique 2791. D'après la nomenclature des installations classées, la quantité de déchets susceptible d'être traités dans la journée définit le régime de l'installation (autorisation ou déclaration contrôlée). Si celle-ci est supérieure à 10 tonnes / jour , il s'agit d'une installation soumise à autorisation ; et si elle est inférieure à 10 tonnes / jour, l'installation est soumise à déclaration. |
| <b>Constats :</b><br>Le broyage de déchets de bois est une activité classée ICPE dans la rubrique 2791. L'exploitant estime la quantité maximale susceptible d'être traitée à 300 t/j. L'activité est donc classée sous le régime de l'autorisation et l'exploitant doit déposer un dossier de demande d'autorisation en préfecture.                                                                                                                                                                                                                                      |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| <b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, dépôt de dossier                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| <b>Proposition de délais :</b> 8 mois                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |

### N° 2 : ICPE Transit de déchets dangereux non autorisée

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/01/2025, article L.511-1, L.511-2, L.512-1                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| <b>Thème(s) :</b> Situation administrative, déchets dangereux                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Une installation de transit de traverses de chemin de fer (traitées à la Créosote) est une ICPE et doit être déclarée ou autorisée en préfecture. D'après la rubrique 2718 de la nomenclature des installations classées, la quantité de déchets susceptible d'être présente dans l'installation définit le régime de l'installation (autorisation ou déclaration contrôlée). Si celle-ci est supérieure à 1 tonnes, il s'agit d'une installation soumise à autorisation; et si elle est inférieure à 1 tonnes, l'installation est soumise à déclaration. |
| <b>Constats :</b><br>Le transit de traverses de chemin de fer traitées à la créosote est une activité classée ICPE dans la rubrique 2718. L'exploitant estime la quantité susceptible d'être présente à 20 tonnes, l'activité est donc classée sous le régime de l'autorisation. L'exploitant doit donc déposer en préfecture une demande d'autorisation pour la rubrique ICPE 2718.<br>Nota : pour 2 rubriques ICPE , une seule demande d'autorisation peut être déposée.                                                                                                                   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
| <b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, dépôt de dossier                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| <b>Proposition de délais :</b> 8 mois                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |

### N° 3 : Moyens de lutte contre l'incendie

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, déchets                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- d'extincteurs répartis à l'intérieur des bâtiments et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits ou déchets gérés dans l'installation.</li> <li>-Des bouches d'incendie, poteaux ou prises d'eau, d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir, alimentés par un réseau public ou privé, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins des services d'incendie et de secours ; Le ou les points d'eau incendie sont en mesure de fournir un débit global adapté aux risques à défendre, sans être inférieur à 60 m<sup>3</sup>/h durant deux heures. Le point d'eau incendie le plus proche de l'installation se situe à moins de 100 mètres de cette dernière. Les autres points d'eau incendie, le cas échéant, se situent à moins de 200 mètres de l'installation (les distances sont mesurées par les voies praticables par les moyens des services d'incendie et de secours) ; L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux règles en vigueur. Ces vérifications font l'objet d'un rapport annuel de contrôle.</li> </ul> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>L'installation ne comporte pas de moyens de lutte contre les incendies.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Étant donné la proximité de la Durance (moins de 100 m), cette ressource en eau pourrait être étudiée comme équipement de lutte contre l'incendie.</p> <p>L'Inspection préconise donc à l'exploitant de prendre rendez-vous avec le SDIS (Service départemental d'incendie et de secours) qui pourra donner les préconisations nécessaires et adaptée .</p> <p>En attendant le rendez-vous et le rapport du SDIS l'exploitant s'équipera sans attendre de 2 extincteurs, d'un dispositif de prise d'eau et pompe dans la Durance et d'un tas de sable de 1 m<sup>3</sup> .</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| <b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| <b>Proposition de délais :</b> 2 mois pour le rendez-vous et 15 jours pour les extincteurs, la prise d'eau et le sable ; 3 mois pour le respect des prescriptions.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |

### N° 4 : Consignes d'exploitation

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 12                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, d                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les opérations susceptibles de générer un accident ou une pollution font l'objet de consignes d'exploitation écrites. Elles concernent notamment les opérations d'entreposage, de conditionnement des produits ou déchets et de préparation en vue de la réutilisation, ainsi que les travaux réalisés dans des zones présentant un risque d'incendie ou d'explosion en raison de la nature des produits ou déchets présents.</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant n'a pas écrit les consignes d'exploitation.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |

|                                                                         |
|-------------------------------------------------------------------------|
| <b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription |
| <b>Proposition de délais :</b> 2 mois                                   |

#### N° 5 : Entreposage des déchets

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13 > IV.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Les aires de réception, de transit, regroupement, de tri et de préparation en vue de la réutilisation des déchets doivent être distinctes et clairement repérées. Les zones d'entreposage sont distinguées en fonction du type de déchet, de l'opération réalisée (tri effectué ou non par exemple) et du débouché si pertinent (préparé en vue de la réutilisation, combustible, amendement, recyclage par exemple).L'exploitant dispose de moyens nécessaires pour évaluer le volume de ses stocks (bornes, piges, etc.).La hauteur des déchets entreposés n'excède pas 3 mètres si le dépôt est à moins de 100 mètres d'un bâtiment à usage d'habitation. Dans tous les cas, la hauteur n'excède pas six mètres. |
| <b>Constats :</b><br>L'un des tas de déchets de bois dépasse 9 m . Les tas ne doivent pas dépasser 6 m .                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| <b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
| <b>Proposition de délais :</b> 2 mois                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |

#### N° 6 : collecte des effluents

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 14                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, eaux pluviales                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Les effluents susceptibles d'être pollués, c'est-à-dire les eaux résiduaires et les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement ou sur les produits et/ou déchets entreposés, sont traités avant rejet dans l'environnement par un dispositif de traitement adéquat. |
| <b>Constats :</b><br>Les effluents ne sont ni collectés ni traités.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b><br>Il faut donc imperméabiliser le sol pour la zone des déchets bruts non triés et mettre en place un traitement adapté pour les eaux de ruissellement susceptibles d'être polluées : un décanteur - séparateur permet de traiter les effluents par exemple.                                                                                            |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| <b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| <b>Proposition de délais :</b> 6 mois                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |

N° 7 : Procédure de notification pour le transfert transfrontalier de déchets

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 14/06/2006, article 3 et 4                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| <b>Thème(s) :</b> Situation administrative, transfert transfrontalier de déchets                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>art 3 : 1.Sont soumis à la procédure de notification et de consentement écrits préalables, conformément aux dispositions du présent titre, les transferts ayant pour objet les déchets suivants:<br>a) s'il s'agit de déchets destinés à être éliminés: tous les déchets;<br>b) s'il s'agit de déchets destinés à être valorisés:<br>i) les déchets figurant à l'annexe IV, laquelle comprend notamment les déchets énumérés aux annexes II et VIII de la convention de Bâle;<br><br>Art 4 :<br>Lorsque le notifiant a l'intention de transférer des déchets visés à l'article 3, paragraphe 1, point a) ou b), il adresse une notification écrite préalable à l'autorité compétente d'expédition, qui la relaie et, s'il procède à une notification générale, il se conforme à l'article 13.<br><br>4) Conclusion d'un contrat entre le notifiant et le destinataire:<br><br>Le notifiant conclut un contrat avec le destinataire, conformément aux modalités définies à l'article 5, concernant la valorisation ou l'élimination des déchets notifiés.<br><br>La preuve de l'existence de ce contrat ou une déclaration certifiant son existence conformément à l'annexe I A doit être fournie aux autorités compétentes concernées au moment de la notification. Le notifiant ou le destinataire fournit, à la demande de l'autorité compétente concernée, une copie du contrat ou une preuve de l'existence de celui-ci jugée suffisante par ladite autorité. |
| <b>Constats :</b><br>Le numéro de notification pour le transfert transfrontalier de déchets n'apparaît pas dans la base de données et l'exploitant passe par une autre société administrativement selon le document de mouvement pour le transfert transfrontalier de déchets (champs « exportateur »)<br>L'exploitant indique laisser la gestion administrative des transferts de déchets à l'entreprise Valecobois (société de collecte et récupération de déchets).<br>L'exploitant doit éclaircir ce point en : <ul style="list-style-type: none"><li>• fournissant la notification pour le transfert transfrontalier de déchets ou, la cas échéant, la justification que l'entreprise Valecobois agit au nom de la société Chancel en tant que notifiant si cette mission lui a été déléguée par la société Chancel,</li><li>• si la société « Jean Marie CHANCEL » est notifiant, inscrivant la société « Jean Marie CHANCEL » dans le champ « exportateur » dans le document de mouvement pour transfert transfrontalier de déchets</li><li>• fournissant une copie du contrat entre le notifiant et le destinataire ou une preuve de l'existence de celui-ci.</li></ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| <b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| <b>Proposition de délais :</b> 2 mois                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |